

POUR DÉGAGER LA POLITIQUE ANTISOCIALE EN FAVEUR DES RICHES ET DES PATRONS, LE 18 SEPTEMBRE TOUS EN GRÈVE... ET APRÈS ON CONTINUE !

Le 10 septembre, nous étions plusieurs centaines de milliers sur les blocages, dans les rassemblements et les manifestations. Ni les 80 000 flics de Retailleau, ni la nomination express de Lecornu après le hara-kiri de Bayrou n'ont désamorcé la colère, au contraire.

Le 10 septembre : un très bon début !

Des milliers de travailleurs, travailleuses et jeunes ont fait grève, dans la santé, dans l'éducation, à la SNCF, mais aussi dans des petites entreprises, sans attendre les consignes des syndicats.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le pays, des milliers se sont réunies en assemblées sur les places pour discuter des suites. Partout, ce sont aussi les jeunes qui ont rejoint les manifs. Au moins 150 lycées étaient bloqués, et si les campus sont restés sages c'est parce que la rentrée universitaire n'avait pas encore eu lieu. Une jeunesse désobéissante et spontanée est une force. C'est à ses côtés, qu'il faudra lutter.

Samedi 13, des manifestations ont aussi eu lieu. C'est un mouvement qui naît, par en bas, qui exprime la colère profonde des classes populaires.

Les ministres passent, le programme reste

Car les patrons attendent de Lecornu qu'il continue la politique de ses prédécesseurs : nous faire payer la « dette » en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... Pendant que les patrons empochent 211 milliards annuels de subventions et exonérations - et même 270 milliards selon un livre qui vient de paraître -, et l'explosion du budget de l'armée profite aux Dassault, Safran, Thalès et autres.

Même agrémenté de quelques « concessions » pour acheter le soutien d'un Parti socialiste qui ne demande pas mieux - comme le renoncement, annoncé ce week-end, à nous voler deux jours fériés -, c'est un budget de guerre sociale et de guerre tout court... porté par l'ancien ministre des Armées, tout un symbole !

Rien à attendre d'une loterie électorale

Tout le petit monde politique frétille à l'idée de nouvelles élections. À droite, le parti le plus anti-ouvrier, le RN, dont les dirigeants fréquentent et apprécient Lecornu, réclame, pour faire bonne figure, de nouvelles élections législatives, en espérant y glaner plus de députés et arriver aux manettes pour s'en prendre davantage encore aux services publics, aux travailleurs immigrés, puis à tous les travailleurs. À gauche, PS, PCF et Verts entrent dans des mécanos visant éventuellement à soutenir le gouvernement, en mettant des « conditions ». La belle affaire ! La France Insoumise appelle à « bloquer le pays » pour « destituer » Macron. Mais c'est encore détourner la colère vers les solutions électorales et institutionnelles. Un autre gouvernement, avec ou sans Macron, en laissant au pouvoir ceux qui nous exploitent, ne pourra rien amener de bon pour la classe ouvrière et la jeunesse.

Tous et toutes en grève le 18 !

Pour imposer une autre politique, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Il faudra bloquer le pays et le moyen le plus efficace d'y parvenir, c'est la grève ! Si les travailleurs cessent le travail, plus rien ne tourne et la machine à profits se grippe. C'est par la grève qu'on s'attaque à la minorité d'exploiteurs qui décident de tout à notre place. C'est par la grève qu'on pourra dégager la politique patronale et avec elle toute la société capitaliste, qui n'entraîne que misère et guerre, exploitation, oppressions et racisme.

Alors, soyons en grève le 18... et après ! Soyons aussi massivement dans la rue pour que tout le monde voie notre force. Discutons entre nous dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, sans nous en remettre aux politiciens et aux syndicats.

On aura tout vu...

Une enquête journalistique (*Le Grand Détournement*, publié tout récemment) estime à 270 milliards d'euros les exonérations de cotisations et autres subventions dont bénéficie chaque année le patronat. Malgré tout, Patrick Martin, président du Medef, menace d'une « grande mobilisation patronale » si Lecornu décide d'augmenter les impôts des entreprises et des riches en 2026. Mais qu'est-ce qu'ils vont faire exactement ? Se mettre enfin à travailler ?

Le magicien Lecornu

Lecornu n'a pas encore formé son gouvernement qu'il se lance déjà dans les promesses. Il prévoit ainsi de régler la question des déserts médicaux d'ici 2027 en créant 5 000 maisons « Santé France » accessibles à moins de 30 minutes sur l'ensemble du pays, qui fonctionneraient grâce à des médecins volontaires. Si apparemment d'après Macron, il n'y a pas d'argent magique, Lecornu compte quand même nous sortir de son chapeau ses fameux médecins.

Le privé ne se prive pas (ni le public)

La répression des fraudes vient d'indiquer que près des 3/4 des 120 cliniques privées qu'elle a contrôlées en 2023 et 2024 présentaient des anomalies de facturation de frais. La chambre individuelle, la télévision ou la collation facturées sans qu'on n'ait rien validé ni signé ! Mais les établissements publics n'ont pas à rougir car ils pratiquent les mêmes abus.

Tout reste à écrire

Un nouveau guide officiel pratique du Centre National de Gestion vient de sortir pour les directeurs d'hôpitaux en cas de suicide ou de tentative de suicide d'un membre du personnel. Il ne faudra donc compter que sur nous-mêmes pour écrire le guide officiel de prévention des suicides. Il commencerait sûrement par « Plus de fric pour les hostos ! ».

Prime illégale ? Plutôt salaire inégal !

Une cinquantaine de Padhues du Grand hôpital de l'est francilien (GHEF), se voient réclamer le remboursement d'une prime versée par leur direction pour compenser leurs salaires très faibles, et rendre attractif les postes. Cette prime représentait parfois la moitié de la rémunération de ces médecins. La direction explique qu'elle doit demander le remboursement parce que cette prime serait illégale. Mais c'est un culot pareil qui devrait être illégal !

LES RENDEZ-VOUS POUR LE 18/09

**11h : Manifestation à l'appel de l'intersyndicale
Place Saint-Pierre**

**13h : Assemblée populaire et pique-nique
Place Saint-Sauveur**

Valeo Mondeville en lutte

Le groupe Valeo veut vendre le site de Mondeville (Calvados) à un équipementier chinois, Sinopec. « Une belle aventure ! », selon la direction. « On n'est pas des aventuriers ! », ont répondu les salariés : ils ont fait grève pour exiger des garanties sur l'emploi, la paye et les conditions de travail pendant quatre jours la semaine dernière. Leur piquet de grève bloquait des capteurs TMAP notamment pour Stellantis. La justice est venue au secours du patronat, obligeant les grévistes à le lever sous la menace d'amendes énormes et d'intervention policière. Cette première bataille en appelle d'autres, pas juste site par site, mais toutes et tous ensemble.

Faux médicaments, vrai danger

Les sites de vente en ligne et les publicités pour des médicaments anti-obésité se multiplient sur les réseaux sociaux. Mais ceux-ci sont souvent des contrefaçons et parfois toxiques ! L'agence nationale du médicament a dû engager des poursuites pour mettre fin à leur vente illégale. Mais pour ces sites « Business is business » et au diable la santé.

RÉUNION PUBLIQUE

COMMENT VAINCRE LES PATRONS, MACRON ET BARDELLA ?

**MERCREDI
1 OCTOBRE
À 18H30**

**SALLE MUNICIPALE DU
CALVAIRE ST PIERRE**



CAEN NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : ✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org

📷 [npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)